



Les Suisses hésitent vrai ment à remettre leurs enfants dans les crè ches



En Suisse, de nombreuses crèches font désormais face à une tendance à la baisse de la demande. Getty Images/Westend61



LISE BAILAT

ACCUEIL

Par souci économique ou par nouvelle habitude, les parents tendent à bouder les structures d'accueil. Avec le risque que celles-ci disparaissent.

Indispensables et fragiles à la fois. Les structures d'accueil de la petite enfance - qui accompagnent des bébés dès 3 mois jusqu'à 4-5 ans - ont acquis une nouvelle image avec la crise sanitaire. Elles sont en majorité restées ouvertes pour s'occuper des rejetons des médecins, des policiers, des vendeurs et autres familles qui en avaient besoin. En même temps, à cause du manque à gagner lié à la réduction de leurs activités, elles font face désormais à une crise existentielle.

Il n'y a pas eu de retour à la normale

Car la fin du semi-confinement n'a pas fait revenir tous les enfants en crèche. À la mi-mai, Kibesuisse, la Fédération suisse pour l'accueil de jour, a mené un sondage auprès de 2100 institutions sur les 2500 que compterait le pays. Résultats: 45% des crèches avaient enregistré entre une et 5 résiliations durant le confinement. 55% annonçaient aussi une baisse des nouvelles inscriptions par rapport au courant normal.

Un recul passager? La rentrée ne s'annonce guère plus réjouissante, selon notre enquête. «On envisage une baisse des demandes de places en crèche. Nous avons déjà des retours en ce sens. Nous mènerons un nouveau sondage après les vacances d'été afin de chiffrer cette tendance», affirme Estelle Thomet, directrice des régions auprès de Kibesuisse. Le directeur des opérations de Pop e Poppa, le plus grand réseau de crèches en Suisse qui gère une cinquantaine de structures privées et publiques, a des estimations: «Nous avons aujourd'hui une idée assez précise du nombre de places qui seront occupées dans nos crèches à la rentrée. Par rapport à la même période, lors des années précédentes, nous constatons une baisse de la demande de

8 points de pourcentage en moyenne», affirme Jean-Michel Sommer. La baisse de la demande atteint même 15 points de pourcentage dans les seules crèches privées gérées par Pop e Poppa.

Nette baisse dans le Jura

Dans le canton du Jura, la tendance est même très nette: «Nous sommes passés de 4000 enfants gardés en crèche au début du mois de mars à environ 1000 à fin mai. Depuis lors, la fréquentation a certes augmenté, mais n'a de loin pas retrouvé le niveau d'avant la pandémie», indique la ministre jurassienne de l'Intérieur Nathalie Barthoulot. Le Canton de Neuchâtel a demandé aux structures d'accueil de fournir des indicateurs sur la rentrée. Avec le même pressentiment. «Nous sommes en train de compiler les données. Notre crainte, c'est qu'un certain nombre de familles, suite au semi-confinement, retirent les enfants de la crèche», souligne Marc Dunant, chef de l'Office des structures d'accueil extrafamilial du Canton.

Les soucis économiques des parents

Un mal pour un bien, pourrait-on se dire: enfin, il y aura assez de places en crèches? Même pas. Car la tendance à la baisse est nuancée selon les régions. Ainsi dans le canton de Genève et dans la partie francophone du canton de Fribourg, par exemple, Pop e Poppa ne constate pas de fléchissement de la demande. Dans le canton de Vaud, la situation reste aussi stable dans les crèches subventionnées. En revanche, «certaines crèches privées - il y en a 200 dans le canton de Vaud - m'ont évoqué des incertitudes par rapport à la reprise, précise Valérie Berset, cheffe de l'Office vaudois de l'accueil de jour des enfants. Des parents ont choisi d'autres modes de garde, notamment s'ils ont la possibilité de poursuivre le télétravail, et cela a un impact.»

Les possibilités liées au télétravail ne sont pas seules en cause. «Des parents ont peur de remettre les enfants dans les crèches à cause du coronavirus. Mais la raison principale qui explique cette tendance est d'ordre économique: certains parents ont



«Nous constatons une baisse de la demande de 8 points de pourcentage en moyenne»

Jean-Michel Sommer,
directeur des opérations
du groupe Pop e Poppa

perdu leur emploi, d'autres craignent d'être licenciés ces prochains mois ou ont une réduction de leurs horaires de travail. Cela les incite, par mesure d'économie, à ne pas placer les enfants dans les crèches», explique Jean-Michel Sommer. La ministre jurassienne Nathalie Barthoulot dit son inquiétude: «Nous imaginons volontiers que certains parents ont peut-être trouvé d'autres moyens de garde. Mais l'incertitude en général, économique et sanitaire, joue sans doute un grand rôle.»

Risque de mort des structures

À la fin, c'est la logique du cercle vicieux. «Notre crainte est que les structures ne soient plus là au moment où l'économie reprend. Tout l'argent déjà investi n'aurait alors servi à rien, se désole Estelle Thomet. Et si nous laissons disparaître les institutions, nous serons alors forcés de nous concentrer à nouveau sur les questions quantitatives au détriment du développement de la qualité. Pourtant, il est grand temps pour nous, en tant que société, de mettre l'accent sur la qualité de l'accueil des tout-petits. On parle d'éducation précoce institutionnalisée et d'enfants de 3 mois à 4 ans!»

Manque à gagner de plus de 30 millions dans les cantons latins

Pour permettre aux crèches de survivre, l'aide s'organise. Au mois d'avril, 95% des structures estimaient leur chance de survie entre 1 et 3 mois sans aide publique. En mai, 55% annonçaient avoir reçu un soutien du Canton ou de la Commune. Reste

l'aide fédérale à distribuer. L'opération sauvetage des crèches lancée par le parlement a débouché sur un crédit urgent de 65 millions de francs. Mais selon le vœu du gouvernement, il n'est pas destiné aux structures subventionnées que l'on trouve avant tout dans les cantons latins.

Selon des chiffres confidentiels que nous avons pu consulter, cette situation les pénalise gravement. Le manque à gagner dans le canton de Genève se monte à 18 millions de francs pour le préscolaire, 1 million pour l'accueil familial de jour. Trois millions de francs échappent aux crèches neuchâteloises, 8 millions aux structures vaudoises, 5,5 millions aux valaisannes, 1,5 million aux jurassiennes et 1 million aux tessinoises. Les données fribourgeoises et de la partie francophone du canton de Berne manquent.

«Nous imaginons volontiers que certains parents ont peut-être trouvé d'autres moyens de garde. Mais l'incertitude en général, économique et sanitaire, joue sans doute un grand rôle»

Nathalie Barthoulot,
ministre jurassienne de l'Intérieur

Dans l'attente du Conseil fédéral

Les députés romands ont mené la fronde. Après celle des États, la Commission de la science, de la culture et de l'éducation du Conseil national vient d'adopter une motion pour permettre à toutes les crèches de bénéficier de la manne fédérale. Son président, Mathias Reynard (PS/VS), espère que le Conseil fédéral corrige le tir rapidement: «Cette aide est vitale pour de nombreuses structures. Sans cela, elles devraient mettre la clé sous le paillason ou facturer aux parents les jours de garde où leur enfant est resté à la maison.»

Cette aide doit éviter les faillites, mais



aussi permettre aux crèches d'accueillir de nouveaux enfants là où la demande ne fléchit pas. C'est le cas dans la commune de Cheyres-Châbles, d'où vient la conseillère nationale Valérie Piller Carrard (PS/FR). «Je suis membre du comité de la crèche. Nos listes d'attente se sont encore allongées ces dernières semaines. Selon que nous avons traversée. Des parents ne veulent plus se retrouver liés à un seul mode de garde privé, les grands-parents par exemple, qu'ils ne pouvaient plus mobiliser en période de crise.» En Suisse, les grands-parents et les crèches assurent à parts égales la garde extrafamiliale des 0 à 13 ans. Deux piliers que le coronavirus a ébranlés comme jamais.



Des élus pour la gratuité

Le Conseil fédéral se positionnera cet automne sur une stratégie nationale pour la petite enfance. Deux élus veulent étudier une gratuité de l'offre. La crise des crèches survient à un moment où la politique familiale grimpe dans l'agenda fédéral. Le 27 septembre, on votera sur un congé paternité de deux semaines. Dès le lendemain, le débat sera relancé sur la mise en place d'une stratégie nationale pour la petite enfance. Le Conseil fédéral doit rendre un rapport sur le sujet cet automne. De nouvelles idées émergent pour nourrir la discussion. Les conseillers nationaux Valérie Piller Carrard (PS/FR) et Mathias Reynard (PS/VS) viennent de déposer deux postulats. L'un doit préparer la mise en place d'un congé parental. L'autre vise à étudier l'effet de la gratuité des crèches. «Un rapport de l'Unicef publié l'an dernier classe la Suisse au dernier rang des pays de l'OCDE en matière de politique familiale. Et c'est dû au coût des crèches et à l'absence de congé parental! Cela nous a motivés à agir, souligne

Mathias Reynard. Nous sommes tellement en retard.»

Investir dans le préscolaire autant que dans les unis

Pour Valérie Piller Carrard, c'est le bon moment pour faire avancer les choses. «Il faut donner un coup d'accélérateur en matière de politique familiale. Le parlement est plus féminin et cela a des effets. Nous pouvons progresser!»

L'idée qui retient l'attention, en pleine tourmente économique, c'est la gratuité des crèches. «La Confédération investit des milliards dans les hautes écoles. Mais tout le monde ne va pas à l'université. Pourquoi ne pas soutenir aussi massivement les structures extrafamiliales dont tout le monde peut profiter, connaissant les retombées fiscales et sociales de ces dernières?» interroge Valérie Piller Carrard.

La proposition divise les professionnels. Sandrine Bavaud, la secrétaire générale de Pro Enfance, y est favorable. «C'est une question d'accessibilité pour les familles. Les offres d'accueil

devraient faire partie du service public.» La Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant, Kibesuisse, a une autre approche: «Nous ne sommes pas favorables à la gratuité par définition. Il est justifié que les parents qui décident de s'engager dans un partenariat éducatif avec une crèche participent de manière raisonnable, affirme Estelle Thomet, directrice des régions de Kibesuisse. L'État doit par contre s'engager davantage pour garantir des structures de qualité et rendre les offres abordables pour tout le monde.»

Pour Jean-Michel Sommer, directeur des opérations de Pop e Poppa, les autorités devraient en tout cas reconnaître que les crèches font partie du système de formation. «Dans la conscience populaire, une crèche est simplement une garderie, alors que dans toutes les crèches, il y a un concept pédagogique qui doit permettre d'accompagner l'enfant vers le chemin de l'école et de poser les premiers jalons de sa citoyenneté.» L. B.